

Du 7 au 13 mars 1919 se tint à Berne le Congrès de la Société des Nations auquel Rudolf Steiner était invité. À cette occasion, c'est-à-dire en marge du déroulement officiel, il donna le 11 mars dans la grande salle du conseil à l'hôtel de ville de Berne une conférence^[1] sur les aspects fondamentaux d'une société des nations, au cours duquel des notables furent aussi invités.

*Nous publions ici un extrait de cette conférence au cours de laquelle Rudolf Steiner montre que la triarticulation de l'organisme social n'est pas une vue de l'esprit ou une théorie, mais qu'elle constitue un fait. « **Et une seule question peut se poser : comment peut-on agencer cette triarticulation de manière adéquate afin qu'il n'en sorte pas un organisme social malade mais en bonne santé ?** »*

Ci-dessous, les titres intercalaires et les passages en gras ne proviennent ni de Rudolf Steiner ni de l'éditeur. C'est nous qui les avons ajoutés.

S.L.

(...) Au cours des temps modernes, deux choses ont pris sans contredit un caractère international; hormis bien d'autres, ce sont le capitalisme et le monde ouvrier.

Incontestablement, nous avons eu une "société des nations" ou quelque chose d'approchant : la société qui repose sur le capital international. Avec cela, une autre "société des nations" était également en gestation et à l'heure actuelle elle fait beaucoup parler d'elle : c'est la société qui repose sur l'internationale ouvrière. Et il va falloir remonter à ces deux données si l'on veut poser le germe fécond d'une société des nations qui puisse vraiment se construire au service de l'homme en tant quel tel.

Capitalisme et condition des travailleurs

S'agissant du capital, l'expérience montre qu'aux yeux de bon nombre d'hommes la façon dont il a été géré au cours des âges et ce qui en est résulté sous le nom de capitalisme s'opposent essentiellement aux intérêts d'une grande partie de l'humanité et de plus ont été, par nature,

pour beaucoup dans les événements si terribles où nous avons été impliqués. Et on entend de toutes parts - c'est une façon d'exprimer son opposition à ce capitalisme - clamer à cor et à cri qu'il faut changer de fond en comble l'ordre social fondé sur le capitalisme, qu'il faut que la gestion du capital par l'industrie privée le cède à ce qu'on a désormais pris l'habitude de nommer la socialisation. Voilà ce qui, en plus d'une vision sentimentale de la main d'œuvre ouvrière, donne sa coloration à la vie internationale. On ne saurait trop le répéter : si l'idée ne s'exprime guère de façon claire et consciente parmi les prolétaires de tous les pays, du moins vit-elle en sous-couche dans l'inconscient d'une masse humaine qui se compte par millions : avec le développement du capitalisme, la condition ouvrière a revêtu un caractère qui n'est désormais plus admissible.

Commençons par considérer ces deux directions. Si l'on veut y voir vraiment clair dans le capital, dans la gestion capitaliste de la vie économique, il faut la séparer radicalement de ce à quoi on l'associe des nos jours. Deux choses sont aujourd'hui associées à ce qu'on appelle le capitalisme.

Le capital et sa gestion par les aptitudes humaines individuelles

La première renvoie à un élément qui n'est absolument pas séparable du capitalisme ; quant à la seconde, il faut qu'elle s'en tienne à l'écart. On met aujourd'hui dans le même sac les entreprises économiques fondées sur le capital et la propriété privée du capital. Il faut pourtant se demander si les deux choses sont séparables. Car l'économie privée, qui repose sur le degré plus ou moins élevé des aptitudes humaines chez l'individu, la gestion privée qui, pour s'exercer, a besoin du capital, ne peut être abolie. Tout esprit non prévenu qui d'aventure se donne la peine de se demander à quelles conditions l'organisme social peut être viable finira toujours par se dire : **cet organisme social n'est pas viable si on le prive de sa source la plus importante, à savoir l'afflux des aptitudes individuelles que tel homme ou bien tel autre est capable d'acquérir selon des normes variées. Ce qui travaille dans la ligne du capital, il faut aussi que cela travaille dans la ligne des aptitudes humaines individuelles.** On voit par là que, dans l'état de demain, l'apport nécessaire à la vie sociale qui provient des aptitudes humaines individuelles ne peut en aucune manière être séparé de ce qui rend celle-ci possible, du capital.

La propriété privée du capital : une prise de pouvoir

Il en va autrement du capital possédé par un particulier, de la propriété du capital privé.

Cette propriété du capital privé a une fonction sociale différente de la gestion, par le biais d'aptitudes humaines individuelles, d'entreprises qui ne peuvent se passer du capital. Quiconque acquiert ou a acquis du capital privé - peu importe par quel moyen - prend en fait un certain pouvoir sur les autres. Le seul moyen de mettre bon ordre à ce pouvoir, d'ordre économique dans la plupart des cas, c'est de le mettre en rapport avec le statut juridique de l'organisme social. **Ce qui apporte des forces véritablement fécondes à l'organisme social, c'est le travail que le capital permet aux aptitudes individuelles de produire. Mais ce qui est dommageable pour l'organisme social, ce sont les hommes qui, n'ayant pas personnellement les aptitudes qui leur permettraient de produire ledit travail sont malgré tout par quelque concours de circonstances durablement en possession de capital.** Car ce sont là des hommes qui ont un pouvoir économique. **Que signifie en effet posséder du capital ? Posséder du capital, c'est faire travailler nombre d'hommes à sa guise, c'est tenir en son pouvoir le travail d'un certain nombre d'hommes.**

Il n'y a qu'un remède possible : que tout ce qui dans l'organisme social exige d'être élaboré au moyen du capital ne soit pas séparé de la personne humaine dotée des qualités individuelles qu'elle a derrière elle. Or c'est précisément quand le capital est aux mains de personnes qui n'investissent pas leurs qualités individuelles dans son utilisation que dans l'organisme social les effets bénéfiques du capital se détachent de plus en plus du capital tout court, ce qui peut aussi avoir des conséquences très, très néfastes sur la vie des hommes en société. En d'autres termes, **nous sommes présentement à ce moment de l'histoire où la nécessité se présente de séparer impérativement la possession du capital de la gestion du capital.** Telle est la première question : laissons-la pour l'instant en attente. Nous aurons vite fait de voir par la suite quelle solution on peut tenter de trouver pour la résoudre.

Le travail considéré comme une marchandise ruine la dignité humaine

La seconde question est celle de la signification sociale de la main d'œuvre ouvrière. On mesure l'importance sociale de la main d'œuvre ouvrière quand on peut suivre ce qui a agité l'âme des masses prolétariennes au siècle dernier, quand on a vu l'impact qu'ont eu sur ces âmes les propos tenus par un Karl Marx et par ses émules sur cette main d'œuvre ouvrière. En énonçant sa théorie de la plus-value, Karl Marx a enflammé l'âme des prolétaires. Pourquoi ? Parce que leur sentiment profond les portait à mettre cette question de la main d'œuvre ouvrière en rapport avec les questions les plus profondes qu'ils se posaient sur la dignité humaine et pour tout dire sur une condition humaine digne de ce nom. Il fallait à Marx de telles paroles pour habiller ce

qu'il avait à dire de l'importance sociale du travail et signifier ainsi que jusqu'alors le travail n'avait pas encore été libéré par l'économie capitaliste moderne de son caractère de marchandise.

Le processus économique suppose circulations des marchandises, mais dans la version moderne de ce processus, il n'y a pas que les marchandises qui circulent. Les marchandises ne sont pas les seules à être soumises à la loi de l'offre et de la demande : sur le marché qu'il faut bien appeler dans ce cas marché du travail, les forces humaines de travail font, elles aussi, l'objet d'une offre et elles se paient tout comme par ailleurs les marchandises se paient. Celui qui se voit obligé d'apporter sur le marché sa force humaine de travail éprouve, malgré l'existence du contrat de travail moderne, un sentiment d'avilissement de sa valeur d'homme lorsqu'il voit ainsi le travail devenir marchandise. Car ce contrat de travail moderne présuppose que le patron, en l'occurrence l'entrepreneur, enlève au travailleur sa force de travail en échange d'une compensation qui précisément s'avère nécessaire sur le marché de l'économie. Bref, on fait du travail une marchandise.

Mais il n'y aura pas de solution possible à cette question tant qu'on en restera aux théories de Marx. Il sera désormais vital pour le but à atteindre - aussi bien du côté des masses prolétariennes que dans les milieux bourgeois du côté des décideurs - de parvenir à une libération sur ce point précis en apprenant à dépasser judicieusement ce que Karl Marx a pu apporter dans ce domaine à la classe prolétarienne. Il a beau y avoir aujourd'hui des gens qui croient servir la cause du prolétariat en voulant faire du social, ils restent fondamentalement persuadés que quand on ne possède par ailleurs rien d'autre que son travail, il faut assurément se mettre en quête d'un salaire, en d'autres termes il faut faire de son travail une marchandise. Comment monnayer au mieux son travail, ainsi formule-t-on à peu près la question, comment en tirer le meilleur parti possible ?

Jamais on ne résoudra cette question de façon à éviter de nouveaux bouleversements sociaux en la posant, à moins d'avancer le postulat opposé : **comment faire au juste pour dépouiller le travail de son caractère de marchandise ? Comment rendre possible un organisme social dans lequel le travail ne soit plus une marchandise dorénavant ?**

La nature même du travail permet incontestablement le constat suivant : grâce, disons pour l'instant, au travail en commun de l'exécutant manuel et de la tête pensante, il naît un produit. La question est celle-ci : **par quel moyen l'élaboration en commun d'un produit à mettre sur le marché peut-elle créer des liens satisfaisants entre le demandeur d'emploi et le**

donneur d'emploi, puisque tel est le nom qu'on leur donne aujourd'hui ?

Ce sont bien là les deux questions les plus lourdes de sens que l'on peut et qu'il faut poser aujourd'hui sur tout ce qui concerne la vie des peuples à l'échelle internationale. **Que recouvre l'utilisation du capital dans la vie des hommes en société ? Que recouvre, d'autre part, l'afflux du travail de l'homme en société ?**

Considérons la situation de l'ouvrier à l'heure qu'il est. Sans avoir les mots pour le dire et bien que Marx n'ait pas appris à aller jusqu'au bout de cette idée, il peut ressentir les chose comme ceci : je fabrique mon produit en partenariat avec l'entrepreneur. Ce qui sort de cet atelier est le résultat de notre commun effort. La seule question est de savoir comment se répartir le travail entre ce qu'on appelle aujourd'hui l'entrepreneur et celui qui est aujourd'hui le travailleur manuel. **Et il faut que la répartition soit telle que dans chaque cas concret elle puisse donner immédiatement satisfaction aux deux parties.**

La gestion du capital au moyen des aptitudes humaines perçue, à tort ou à raison, comme une escroquerie

Quel est donc au fait le rapport qui s'instaure aujourd'hui entre employeur et employé ? Je ne veux pas tomber dans le piège des formules partisans. C'est la tête froide que nous nous proposons de considérer ce rapport dans son ensemble, la tête froide, tel qu'il formulé aujourd'hui par le prolétaire - bien que pas une fois en concepts clairs - mais tel qu'il est totalement et intensément présent dans le subconscient du sentiment chez ce prolétaire.

Comme l'employé, à cause du pouvoir économique de l'employeur, n'est pas en situation de souscrire un contrat stipulant quelle marchandise ils produisent de concert ou quelle est la rentabilité commune de cette marchandise, à savoir combien revient à l'un et combien à l'autre, comme sa situation ne lui permet que de souscrire un contrat de travail, l'employé en arrive à un état d'esprit qui lui donne le sentiment qu'au fond jamais le travail, quel qu'il soit, ne peut être comparé à une quelconque marchandise. Et pourtant on dit aujourd'hui que dans le circuit économique marchandise s'échange contre marchandise ou plutôt ce qui la représente, contre argent. Et on dit aussi que la marchandise, ou ce qui la représente, l'argent, s'échange contre le travail. Voilà pourquoi l'employé d'aujourd'hui éprouve l'impression que, bien sûr, il collabore avec l'entrepreneur à la production des

marchandises, mais qu'à la vérité il se fait duper en ceci que la part qui lui revient ne lui revient justement pas.

On voit déjà par là que les aptitudes humaines individuelles, qui ont absolument besoin du capital, sont sur une mauvaise pente. **Car ce que ces aptitudes humaines individuelles permettent de faire en utilisant force spirituelle ou corporelle pour gérer le capital, une grande partie de l'humanité le perçoit comme une escroquerie, une sorte de tromperie.** Justifié ou non, nous n'allons pas pour le moment nous attacher à en débattre, mais le sentiment est bien là. Et c'est lui qui est à l'origine des faits qui aujourd'hui parlent d'eux-mêmes.

L'appropriation de l'outil de production : une situation de droit

Mais ceci montre que les aptitudes individuelles des hommes ont nécessairement leurs racines dans quelque chose qui s'installe aujourd'hui par la bande dans l'organisme social ou du moins peut s'y installer. **Cette exploitation des aptitudes individuelles de l'homme est aujourd'hui, dans l'économie capitaliste moderne, liée à l'appropriation de l'outil de production;** de ce fait, elle est liée à une certaine mainmise sur l'économie, à un **abus de pouvoir** économique. Mais ce qui peut s'exprimer par une mainmise, **ce qui peut s'exprimer par le pouvoir qu'exerce un homme sur un autre, n'est autre que ce qui crée dans la vie humaine une situation juridique.**

Or, pour peu que l'on regarde l'amalgame étonnant qui s'installe entre une situation juridique et l'utilisation des aptitudes humaines individuelles, on ne pourra éviter, comme a pu s'en apercevoir celui qui vous parle ici, de diriger son regard sur quelque chose de plus profondément enraciné dans la nature tout entière de l'organisme social que ce à quoi on s'attache si souvent aujourd'hui. Aussi bien est-il opportun, en partant de telles prémisses, de poser la question : **qu'est-ce qui fonde le droit et qu'est-ce qui fonde la mise en œuvre des aptitudes humaines individuelles, dont il faut que la productivité se renouvelle sans cesse et dont il faut qu'elles jaillissent à jet continu de leur source originelle en l'homme, qu'est-ce qui fonde l'exploitation des aptitudes individuelles dans l'organisme social ?**

Distinguer les trois sources originelles qui confluent dans la vie

sociale

Pour qui a su garder un regard objectif sur la vie humaine, l'idée se fera jour peu à peu que dans un organisme social trois sources à l'origine totalement différentes de la vie humaine sont à distinguer. Ces trois sources originelles confluent tout naturellement dans l'organisme social, elles agissent de concert. Mais pour expliquer comment elles agissent de concert, il n'y a d'autre moyen que de se pencher sur la réalité de l'homme en tant que tel qui, au sein de la triade sociale, a la propriété de constituer un tout, une unité.

Au départ, ces aptitudes humaines individuelles existent dans l'organisme social, que cela soit dit. Et nous pouvons cerner leur domaine depuis les œuvres humaines de la plus haute spiritualité, dans l'art, dans la science et dans la vie religieuse en descendant jusqu'à cette application des aptitudes individuelles humaines telles qu'elles procèdent plus ou moins de l'âme ou du corps, jusqu'à cette application des aptitudes individuelles humaines auxquelles il faut avoir recours dans la démarche matérialiste la plus ordinaire, qui repose sur des bases capitaliste, jusqu'au cœur du processus économique qu'on est convenu d'appeler le domaine matériel. Jusque dans celui-ci **on peut suivre un courant homogène descendu de ce qui est par ailleurs créations de l'esprit. A l'intérieur de ce domaine, tout repose donc sur l'utilisation appropriée, féconde, de qualités qui doivent sans cesse se ressourcer aux origines mêmes de la nature humaine** si l'on veut qu'elles affluent comme il convient dans un organisme social en bonne santé.

Toute différente est la façon dont vit dans l'organisme social tout ce qui se fonde sur le droit. Car le droit, c'est quelque chose qui se joue entre les hommes du simple fait que l'homme a justement en commun avec ses semblables sa condition d'homme. **Il faut que nous ayons dans la vie sociale la possibilité de développer nos qualités individuelles. Mieux nous les développons, mieux cela vaut pour l'organisme social dans son ensemble.** Plus nous sommes libre de dégager et de mettre en valeur nos aptitudes individuelles, mieux se porte l'organisme social. Pour autant qu'on ne parte pas de théories, de dogmes, et qu'on soit en mesure d'observer la vie telle qu'elle est, **le contraste est saisissant dans la vie réelle entre cet état de choses et la façon dont joue nécessairement le droit, et tout ce qui le concerne, entre les hommes. Ici rien n'entre en ligne de compte que ce qui oppose d'emblée l'homme à son semblable.**

Et un troisième élément qui joue dans la vie sociale communautaire, qui est encore totalement différent des deux autres - des aptitudes humaines individuelles issues des

disparités de la nature humaine, du droit issus de la conscience juridique - c'est le besoin de l'homme issu des fondement naturels de la vie du corps et de l'âme, et qui doit trouver sa satisfaction dans le cycle de la vie économique au travers de la production, de la circulation et de la consommation des biens.

Cette triarticulation de l'organisme social ne procède pas de quelque vue de l'esprit, cette triarticulation est un fait. Et une seule question peut se poser : comment peut-on agencer cette triarticulation de manière adéquate afin qu'il n'en sorte pas un organisme social malade mais en bonne santé ? Car dès l'instant - et je ne peux indiquer ici que des résultats, on le comprend - dès l'instant où on considère l'organisme social sans idée préconçue, on est amené à se dire : si nous sommes aujourd'hui déjà en plein débat et si nous sommes appelés à y être de plus en plus, c'est précisément parce que, **au cours de l'histoire contemporaine, on a méconnu cette différence radicale entre les trois sources de la vie sociale. Ces trois courants de la coopération entre les hommes ont été abusivement confondus au cours des temps modernes. (...)**

[i] Steiner, Rudolf (2007) ; *L'être humain libéré – Nouveau fondement social – Pensée révolue et volonté sociale nouvelle* ; (GA 329) ; Éditions Anthroposophiques Romandes ; 479 pages – Première conférence (11 mars 1919).

NB : Les erreurs de traduction qui ont été identifiées dans cet extrait de conférence (dans l'édition en langue française), ont été corrigées dans la présente version publiée en ligne.